

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1015 - novembre 2001 - SOMMAIRE:



• ÉDITORIAL

page 3 Sainte Alliance contre Droits de l'Homme,

Marie-Louise Duboin constate que l'escalade continue : ni l'ONU, ni personne n'essaie d'empêcher G.W.Bush d'utiliser sa force au mépris des Droits les plus élémentaires des populations. Les fous ont pris le pouvoir sur le monde.

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours,

Jean-Pierre Mon analyse l'actualité à travers sa lecture de la presse.

page 4 maître du monde ?

Caroline Eckert rappelle par quels procédés Bush Junior s'est auto-proclamé maître du monde, avant d'exiger qu'on ait à choisir entre le soutenir ou être poursuivi pour terrorisme.

• RÉFLEXION

page 5 Au gré du vent,

Roland Poquet épingle un nouvel humoriste : le président de la Banque mondiale.

page 7 Temps de laisser le temps au temps,

Frédéric Beidgeder plaide avec humour pour l'économie distributive.

• ARGUMENTS

page 8 I. Éviter que l'avoir efface l'être

Alain Lavie entreprend de montrer ce que les travaux d'Henri Laborit sur le comportement humain peuvent apporter aux réflexions des distributistes.

• LECTURES

page 10 Iv. Publicité contre santé : alcool et tabac,

Caroline Eckert, utilisant l'étude de Lenglet et Topuz, montre les obstacles mis par publicitaires, alcooliers, fabricants et marchands de tabac pour que le public ne sache pas qu'ils gagnent leur vie en ruinant la santé de leurs clients.

• DÉBATS

page 12 Améliorer, ou supprimer ce qui est nuisible ?

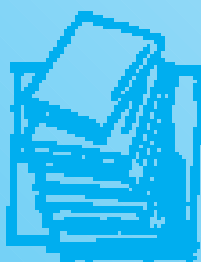
Jean-Claude Pichot renforce le point de vue de Paul Vincent en montrant ce que peut faire un citoyen, en particulier par son comportement, pour amener les responsables à atténuer ou faire disparaître certains points noirs du système.

Mais cela peut-il arrêter le jeu des fous autant que des puissants ?

page 14 Durban, New-York, les mots cachent les maux,

Marc Devos aimerait amener les lecteurs à discuter avec lui de ce qui lui paraît être un des gros obstacles à la compréhension entre les hommes : ce que chacun met dans le sens des mots qu'il emploie.

• UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS PROPOSITIONS FIGURAIT, EN QUATRE PAGES, DANS NOTRE N° 993.





Les attentats ont bon dos

• Les compagnies d'assurances et les compagnies aériennes seraient les grandes victimes économiques de l'attentat perpétré contre les Tours Jumelles de Manhattan. C'est sans doute vrai pour les compagnies d'assurances mais ça l'est beaucoup moins pour les compagnies aériennes qui, dès le premier trimestre de 2001, avaient commencé à licencier tandis que les constructeurs d'avions réduisaient leur production. Aux Etats-Unis, les bénéfices cumulés des 10 premières compagnies était passés de près de 3 milliards de dollars au troisième trimestre 2000 à une perte de près de 1 milliard un an plus tard¹ je cite : «*Ce n'est pas encore la crise, mais c'est la fin de l'euphorie. Airbus a ajusté, mardi 7 août, ses perspectives de production à la baisse à partir de l'année 2003, compte tenu des annulations d'options des compagnies aériennes... Son concurrent Boeing avait déjà annoncé qu'il produirait 510 à 520 appareils en 2002 au lieu des 530 envisagés initialement. L'avenir est des plus incertains. Des deux côtés de l'Atlantique, le ralentissement du marché du transport aérien est devenu une réalité... Depuis le 1er août, les compagnies européennes KLM, Lufthansa et British Airways ont annoncé des réductions de capacités : Lufthansa va réduire son offre à partir de l'hiver 2001-2002 pour prendre en compte le net recul de la conjoncture mondiale et ses conséquences sur le marché des transports aériens intercontinentaux... Malgré une nette réduction de ses capacités (10% en 2000 et 9% en 2001), British Airways, premier transporteur européen, vient de publier des résultats encore en baisse. Outre-Atlantique, la baisse conjuguée des activités du transport de passagers et de fret en raison du ralentissement économique a déjà frappé de plein fouet les transporteurs : les huit premières compagnies américaines ont perdu au deuxième trimestre de cette année 372 millions de dollars. Après les 3.500 départs "volontaires" déjà annoncés en décembre 2000, le président d'Air Canada vient de présenter un plan de réduction de ses effectifs de 4.000 postes*»².

• En un an la production industrielle des Etats-Unis a baissé de 5,8%. C'est la plus longue période de contraction depuis 1944-1945, quand l'industrie de l'armement subissait un fort ralentissement dû à la fin de la guerre. Cette chute de production s'est faite presque régulièrement au cours des douze derniers mois et ne prend pas encore en compte l'effet des attentats du 11 septembre. Le taux d'utilisation des capacités (75,5% en septembre contre 76,4% en août) est le plus bas depuis juin 1983 (74,8%). Il est inférieur de 6% à sa moyenne à

long terme³. Ce qui a entraîné une forte chute de l'emploi dans l'industrie manufacturière. En août, les annonces de suppressions d'emplois par les entreprises avaient déjà atteint 140.019 et 1.123.356 pour les 8 premiers mois de l'année, selon les statistiques du cabinet Challenger, Gray and Christmas, publiées le 5 septembre 2001.

• Bien sûr, les attentats ont eu un impact sur l'industrie et la finance américaines mais l'injection massive de dollars rapidement effectuée par l'administration au bénéfice des compagnies aériennes et des assurances, sans parler des fonds dégagés pour la guerre en Afghanistan, a dû bien améliorer la situation. A tel point que le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, vient de déclarer que le pessimisme des milieux industriels et financiers, justifié dans les jours qui ont suivi le drame, n'est plus d'actualité. En attendant, c'est un excellent prétexte pour licencier massivement sans faire trop hurler les populations!

Technocratie triomphante

Malgré ces piètres résultats et les prévisions pessimistes, gageons que le programme de l'Airbus A380 sera maintenu et les arbres abattus dans le Gers et les Landes pour assurer le transport entre Bordeaux et Toulouse des parties de l'avion construites à Hambourg. De même qu'il est peu probable qu'on n'implante pas un troisième aéroport dans la région parisienne «*malgré de graves risques économiques, territoriaux et environnementaux*» que M. Jean Sivardière, président de la Fédération nationale des associations des usagers des transports, résume ainsi⁴ :

- coût difficile à maîtriser (on parle de 30 à 50 milliards de francs, l'équivalent de 400 à 700 kilomètres de TGV) ;
- accentuation du déséquilibre entre la desserte internationale de Paris et celle des régions,
- accentuation du poids économique du bassin parisien ;
- consommation élevée d'espace, urbanisation continue entre Paris et la nouvelle plate-forme,
- congestion routière (la dispersion du transport entre trois aéroports parisiens affaiblissant leur desserte ferroviaire),
- élargissement des zones soumises aux nuisances ;
- absence de régulation du transport aérien qui pourra croître sans contrainte en consommant une ressource fossile dont le renchérissement est inévitable d'où relance de l'effet de serre... Notons aussi que depuis 1998, les pistes 3 et 4 de Roissy ont été construites, et que l'aéroport fonctionne seulement à la moitié de sa capacité.

Jean-Pierre Mon.

1. *La Tribune*,
18-10-2001.

2. *Le Monde*,
9-08-2001.

3. *La Tribune*,
17-10-2001.

4. *Le Monde*,
7-09-2001.

Sainte Alliance contre...

Droits de l'Homme.

par Marie-Louise Duboin



Manhattan, 12 septembre 2001



Kaboul, septembre 2001

C'était déjà atroce d'avoir vu en direct, il y a un mois, de quelle violence notre monde est capable, mais que dire aujourd'hui des réactions ? S'il est vrai que "nous", pays dits développés, nous approuvons Bush junior, alors il y a vraiment de quoi désespérer.

Personne n'a le courage de l'arrêter, de lui rappeler qu'un pays n'a pas le droit, parce qu'il en a les moyens, d'assassiner des peuples les uns après les autres. Pas un "décideur" dans nos pays dits civilisés n'ose dire que cette nouvelle guerre folle n'a pas pour but de trouver les responsables des attentats pour les juger et les punir, c'est un prétexte, car on ne vient pas à bout du terrorisme par le terrorisme !

Comment l'ONU peut-elle laisser faire ? Il est vrai qu'il y a des précédents, par exemple, quand l'ambassadrice des États-Unis auprès de cette Organisation a dit à propos de la mort de 500.000 enfants irakiens causée pas les sanctions décidées par son pays que : «*ce prix en valait la peine*», elle n'a pas été limogée. Et après cela, le Prix Nobel de la Paix est attribué à l'ONU ! Le Secrétaire des États-Unis à la Défense peut donc annoncer avec joie une nouvelle guerre froide «*qui consistera en des fronts multiples pendant longtemps et requerra une pression continue par un grand nombre de pays. Nous emploierons tous les moyens... ouverts et secrets*». À quoi un ancien membre du Conseil national de sécurité se permet d'ajouter qu'après la première phase «*notre attention se tournera ailleurs, vers l'Irak, l'Iran, la Syrie, le Soudan, la Libye et, pourquoi pas, l'IRA s'il était prouvé qu'elle a formé des guérilleros colom-*

biens». En voyant comment les États-Unis établissent et montrent leurs "preuves", on comprend ce que signifie "justice sans limite" : la chasse aux sorcières à l'échelle mondiale. Et le spécialiste de la guerre froide ajoute sans état d'âme : «*Un des bénéficiaires de l'opération contre les Talibans, c'est de faire passer aux autres pays le message qu'ils pourraient subir le même sort... Pour Bush... il a réorganisé son administration autour de ce combat et mis son avenir politique dessus*». Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que son pays a aidé naguère à la mise en place des Talibans afin que l'Afghanistan, ainsi dominé, ne s'oppose pas aux intérêts américains d'y faire passer les pipe-lines qu'ils aimeraient y installer pour transporter le pétrole et le gaz de la Caspienne. L'intégrisme des Talibans ne les gênait alors pas plus que celui de l'autre grand pétrolier ami, l'Arabie Saoudite. Et cela vaut bien qu'ils s'allient à tous les pays qui méprisent les Droits de l'Homme.

Notre monde est mis par des fous furieux au service de leurs seuls intérêts.

*

À peine avais-je écrit ceci que j'ai été interrompue par l'arrivée du quotidien *Le Monde*, daté du 20 octobre. Cela tombe bien, car si vous ne croyez pas que notre sort est entre les mains de fous, méditez ces deux nouvelles qu'il contient :

Page 4, on apprend que l'armée de l'Air américaine utilise en Afghanistan plusieurs dizaines de drones, vrais symboles de ce dont l'ingéniosité américaine est capable. Un tel engin a un nom évocateur : Predator. Et c'est

un prédateur vraiment moderne : un avion sans pilote, qui peut atteindre 12.000 mètres d'altitude, voler jusqu'à 420 km/h et tenir l'air 40 heures d'affilée. Jusqu'ici, il était équipé pour espionner (surveillance optique et écoute électronique) et transmettre instantanément ses observations à Washington, via un satellite. Mais il est maintenant armé de missiles capables de détruire des objectifs blindés à 5 km de distance... Il va faire des merveilles ... dans un pays déjà détruit !

La page 28 contient la confirmation que le génie humain est capable de formidables inventions. Nous souhaitons tous, du moins je l'espère, qu'il soit appliqué dans d'autres domaines que celui de ce Prédateur sans risque (pour celui qui le commande). Eh bien, c'est le cas avec le sujet de cet article signé J-M Normand : il décrit des innovations sensationnelles dans le domaine de la grande consommation. Mais nous sommes dans un système économique tellement idiot que voici quelques exemples de l'utilisation qui y est faite des esprits les plus inventifs. Ils concernent ce qui est désigné par le terme bien français de *packaging*. D'abord, une nouvelle forme, celle de billes, donnée aux saucisses de Strasbourg, pour amuser les enfants et pour séduire les adultes qui seront heureux de les manger avec les doigts à l'apéritif. Leur boîte d'emballage a été si bien étudiée qu'elle peut être utilisée "en version plateau-télé" et réchauffée au four micro-ondes. Le journaliste, qui a enquêté, sait que le créateur se propose de «*tirer ce marché vers le haut*», ce qui veut dire, il traduit pour nous, «*l'étendre à des produits*»

➔ *plus chers*». Cette idée géniale n'est pas un acte isolé, c'est une trouvaille qui s'inscrit dans une nouvelle stratégie : conditionner des produits de grande consommation à contre-emploi, c'est-à-dire avec une bouleversante originalité. Nul doute que les clients vont être fascinés en trouvant des gels-douche à la vanille qui leur donnent faim, des savons au cacao en forme de tablettes de chocolat et des sels de bains orange vendus dans un sucrier. Les mamans vont se précipiter pour acheter les nouvelles lessives qui seront vendues sous l'apparence de gros Malabars roses — et elles laisseront sans doute leurs enfants tester leurs propriétés détergentes. Il paraît que la grande révélation des Arts

ménagers du XXI^{ème} siècle est la lingette individuelle, résultat des cogitations des «*capteurs de tendance ayant pour objectif la revalorisation des tâches ménagères*». Les conditionnements individuels (on dit en "sticks") «*épousent en effet l'évolution sociologique et les nouveaux modes de consommation (s'alimenter en dehors des repas)*». Le journaliste commente cette utilisation de la sociologie, que pour ma part je trouve "à contre-emploi", en observant que «*faire "rigolo" ou "décalé", c'est redonner de l'intérêt à un produit banalisé, faire en sorte que l'acheteur en ait envie et non plus seulement besoin*». Et un doute lui vient: cette propension à apprécier la futilité, à se faire plaisir en jouant avec les produits de consommation,

va-t-elle survivre aux incertitudes nées des attentats ? — «*Nous n'avons perçu aucun changement*» répond la directrice d'une agence de "design", qui ajoute : «*je ne crois pas à un retour en arrière... au contraire, se recentrer sur soi, se faire plaisir devrait rester une valeur refuge.*» Ceci est encourageant pour Bush, il peut poursuivre son escalade, rien, ni personne, ne l'oblige à réfléchir. Mais jusqu'où ?

*

Cette folie menacerait-elle aussi nos lecteurs ? Car nous nous attendions à une foule de réactions de leur part, et, au contraire, leur courrier s'est brusquement tari ce mois-ci, comme s'ils étaient tous tétanisés. Faut-il aussi désespérer d'eux ?

Lors des péripéties électorales qui ont précédé la désignation de G.W. Bush à la présidence des Etats-Unis, Caroline Eckert se souvient qu'un texte, qui circulait alors sur internet, l'avait frappée. Elle l'a retrouvé et le commente à la lumière de l'actualité :

Maître du monde ?

par Caroline Eckert

Dans un article publié dans la presse du Zimbabwe et qui circulait sur internet il y a moins d'un an, Jonathan Moyo, docteur en sciences sociales, Ministre de l'information du gouvernement Mugabe, estimait que tous les enfants du monde devraient étudier le déroulement des élections aux États-Unis, car elles sont manifestement la preuve que la fraude n'est pas un phénomène réservé aux pays en voie de développement.

Vainqueur autoproclamé

Pour étayer ce point de vue, il exposait, non sans humour, l'argumentation suivante :

- *Imaginez que nous lisions un article dans notre journal préféré parlant d'une élection dans un pays du Tiers monde où le candidat qui s'est autoproclamé vainqueur était le fils d'un ancien président, lui-même ancien chef de la police secrète du pays (CIA).*
- *Imaginez que ce vainqueur autoproclamé n'ait en fait pas obtenu la majorité des votes de la population, mais qu'il soit quand même l'heureux gagnant des élections selon une règle héritée de l'époque du colonialisme prévoyant le collège électoral qui doit désigner le président.*

- *Imaginez que la "victoire" du vainqueur autoproclamé ait été acquise à la suite du dépouillement contesté des bulletins de vote dans un district dirigé par son propre frère !*

• *Imaginez que dans un district, justement celui où les électeurs étaient en faveur de l'adversaire du candidat autoproclamé, les bulletins de vote aient été imprimés de telle manière que des milliers d'électeurs n'aient en fait pas voté pour leur candidat favori.*

• *Imaginez que les représentants de la caste la plus méprisée du pays, qui craignaient ouvertement pour leur vie et leur gagne-pain, se soient présentés en masse pour voter avec une unanimité presque totale contre le vainqueur autoproclamé.*

• *Imaginez que des centaines de membres de cette caste méprisée aient été bloqués sur le chemin des bureaux de vote par la police de l'État qui avait reçu ses ordres directement du frère du vainqueur autoproclamé.*

• *Imaginez que six millions d'électeurs se soient rendus aux urnes dans la province contestée et que le vainqueur autoproclamé n'ait "gagné" qu'avec 327 voix d'avance, chiffre sans doute inférieur à la marge d'er-*

reur des machines qui effectuent le décompte des voix.

• *Imaginez que le vainqueur autoproclamé et son parti politique se soient formellement opposés à un contrôle et à un nouveau décompte manuel des voix dans la province contestée ou dans le district où la situation est la plus disputée.*

• *Imaginez que le vainqueur autoproclamé, lui-même gouverneur d'une province, ait les plus mauvaises références en matière de droits de l'Homme de toutes les provinces et de tout le pays, et qu'il détienne en fait le triste record du plus grand nombre d'exécutions.*

• *Imaginez que l'une des plus importantes promesses électorales du vainqueur autoproclamé ait été qu'il nommerait à vie à la Haute Cour de justice du pays des personnes qui, comme lui, ne respectent en rien les droits de l'Homme.*

Personne parmi nous ne prendrait la peine de croire qu'une telle élection est représentative d'autre chose que de la volonté du candidat autoproclamé de prendre le pouvoir à tout prix.

Et je peux tout à fait imaginer que nous tournerions tous la page du journal avec un sentiment de dégoût et en nous disant que nous avions à nouveau été les témoins d'une péripétie plus que navrante, orchestrée par des individus anti-

démocrates dans une région un peu bizarre de notre planète...

Puis maître autoproclamé du monde entier

S'il avait rédigé son texte aujourd'hui, l'auteur aurait probablement ajouté quelque chose du genre :

Imaginez que dix mois plus tard, profitant d'un tragique événement, le vainqueur autoproclamé s'intronise lui-même maître du monde en exigeant que tout un chacun n'ait pas d'autre choix que le soutenir ou être dans le camp des terroristes.

Les habitants de cette région un peu bizarre de notre planète ne restent pourtant pas tous sans réaction, comme on a pu le lire dans le supplément du *Monde* du 27 septembre : selon Arno J. Mayer, professeur à l'université de Princeton, «il n'existe pas l'ombre d'un équilibre militaire des forces : même sans alliés, l'Amérique, gendarme autoproclamé du monde, a la capacité militaire de "faire la loi" [...] Car les États-Unis sont bien un empire, et pas une superpuissance ; empire dont la maîtrise et la portée hégémonique dépassent celles de l'empire romain [...] Il n'est pas étonnant que cette omnipotence, sans précédent ni concurrence, nourrisse une arrogance hors du commun [...] Les temps vont être une

fois encore très sombres pour les êtres pensants». Pour Paul Kennedy, professeur à l'Université Yale, «le président Bush et les médias américains ont [...] parlé de chasse aux coupables, comme si les terroristes étaient des braqueurs de banque du Far-West qui s'étaient enfuis au galop dans les collines du Montana, avec le shérif à leurs trousses». James Rubin, ancien premier conseiller de Madeleine Albright et porte-parole du département d'État sous la présidence Clinton, estime que «la politique étrangère américaine, que certains gouvernement-clés d'Europe ne partagent pas entièrement, est considérée comme étant à l'origine de ces attentats». Les Européens ne sont pas les seuls à porter ce jugement puisque Suzan Sontag, essayiste, considère que «les voix autorisées à suivre les événements semblent s'être associées dans une campagne destinée à infantiliser le public. Qui a reconnu qu'il ne



s'agissait pas d'une "lâche" agression contre la "civilisation" [...] mais d'une agression contre les États-Unis, la superpuissance mondiale autoproclamée, une agression qui est la conséquence de certaines actions et de certains intérêts américains ? [...] L'unanimité de la rhétorique moralisatrice [...] est indigne d'une démocratie adulte.

Ces habitants nous rassurent quant à l'existence d'êtres pensants dans cette région.

Au gré du vent

par Roland Poquet

La croissance

On connaît la chanson. Point de salut pour l'humanité si les hommes ne s'évertuent pas à alimenter la croissance économique. Augmentons encore et toujours la production de biens de tous ordres et chaque habitant de notre planète n'en retirera que des bienfaits. Jetons un regard attentif sur les indicateurs économiques et financiers : augmentation du PIB, élévation du CAC 40, du Nasdaq, du Dow Jones... Apitoyons-nous sur le réchauffement de la planète et la fonte des glaces, sur les conséquences de l'effet de serre et la pollution galopante, mais ne freinons en aucun cas cette marche victorieuse vers ... quoi ? Nul ne saurait le dire, sauf ceux qui en retirent des bénéfices.

Certains rêvent d'un "développement durable" qui harmoniserait croissance et bienfaits pour nos contemporains et

les générations futures ; est-ce bien raisonnable d'entretenir cette illusion dans une économie tournée vers la rentabilité économique et la recherche du profit maximum ?

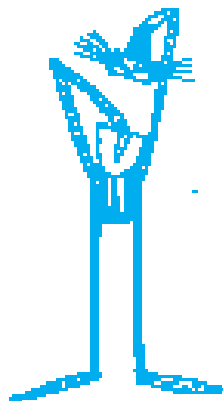
D'autres font preuve de plus de lucidité, quelle que soit l'époque à laquelle ils appartiennent, tel le philosophe et économiste anglais Stuart Mill (1806-1873) que prend plaisir à citer la revue *Transversales science culture* dans son N°70, août 2001 : «Je ne vois pas pourquoi il y aurait lieu de se féliciter de ce que les individus déjà plus riches qu'il n'est besoin doublent la faculté de consommer des choses qui ne leur procurent que peu ou pas de plaisir, autrement que comme signe de richesse ... C'est seulement dans les pays arriérés que l'accroissement de la production a encore quelque importance : dans ceux qui sont plus

avancés, on a bien plus besoin d'une distribution meilleure... Il n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du progrès humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toute sorte de culture morale et de progrès moraux et sociaux... »

Qui dit mieux ?

Reconsidérer la richesse

Cette revue, dans ce même numéro, reproduit intégralement une réflexion approfondie de Patrick Viveret, son ancien rédacteur en chef, actuellement en mission au sein du Secrétariat d'État à l'économie solidaire. Son auteur rappelle qu'il nous faut reconsidérer non pas la croissance (ce qui constituerait une remise en cause du système économique et financier) mais la notion de richesse dont



les éléments ne peuvent plus être assimilables aux seuls critères retenus pour le PIB ; d'autres indicateurs – humains notamment – doivent être pris en compte ; ils doivent être valorisés par une extension des potentialités détenues par une monnaie électronique qui permettrait à certaines catégories de personnes, grâce à une ligne "dépenses affectées", d'acquérir des biens ou de bénéficier de services que leurs revenus insuffisants leur interdisent actuellement. Cette proposition vient à son heure. Nous ne disions pas autre chose en effet, dans l'un de nos récents articles intitulé "Les gènes du changement" (GR 1014) lorsque, après avoir rendu compte du contenu d'une conférence donnée cette année à l'Unesco par l'économiste américain Jeremy Rifkin, nous écrivions : «*ce passage d'une économie de l'échange... à une économie de l'accès... n'est-il pas propice à l'introduction d'une monnaie de consommation dont le rôle serait d'affecter un complément de revenu à chacun (ou à certaines catégories de personnes dans un premier temps) afin de permettre l'accès à certains réseaux, par droits de tirage successifs ?*». La vision de Patrick Viveret ne nous étonne pas. Elle vient d'un homme qui a lu Jacques Duboin et n'hésite pas à le citer, et qui, sans adopter la position radicale de celui-ci en faveur d'une monnaie de consommation pour l'ensemble des échanges, accorde à l'un des secteurs électroniques de cette monnaie les vertus d'une monnaie de consommation, à savoir l'impossibilité de l'utiliser pour thésauriser ou spéculer dans la mesure où cette monnaie sectorisée ne servirait qu'à un seul achat et ne serait affectée qu'à l'obtention de biens et de services précis.

Nos lecteurs auront compris tout l'intérêt de cette proposition de Patrick Viveret : elle constituerait une transition idéale en vue du passage à une économie distributive qui offre seule, à notre sens, la garantie que les indicateurs humains auront la priorité sur les indicateurs purement économiques, ce qui ne peut être le cas actuellement.

Le banquier philanthrope

Le XXème siècle nous a donné trois grands humoristes : Alphonse Allais et ses mystifications, Pierre Dac et ses maximes et Jean Yanne et ses sketches

radiophoniques. Dans ce genre difficile qu'est la pratique de l'humour, le XXIème siècle frappe d'entrée et nous révèle un talent exceptionnel : un certain James D. Wolfensohn. Qui est J.D.W. (prononcez debeuliou) ? Ce n'est ni plus ni moins que le président de la Banque mondiale. À n'en pas douter, son article intitulé "Une coalition mondiale contre la pauvreté" va le placer d'emblée parmi les grands humoristes du XXIème siècle. Depuis les écrits du philosophe Bergson — notre Buster Keaton national — nous connaissons le mécanisme du rire : il naît lorsqu'il y a décalage entre ce qui survient et ce qu'on attendait. Ainsi J.D.W. (prononcez toujours debeuliou) surprend-il le lecteur dès les premières lignes : «*suite aux événements du 11 septembre, écrit-il, une visible collaboration s'instaure pour empêcher une récession mondiale. Tout cela témoigne d'une volonté croissante de coopération, visant à apporter aux problèmes internationaux des réponses à l'échelle internationale*». Face à cette possible récession, on s'attend à ce que J.D.W. appelle tous les banquiers du monde à se donner la main, voire à verser à ATTAC quelques miettes de leurs bénéfiques, ou même à confier les clés de leurs coffres-forts à tel ou tel Président de la République d'une démocratie occidentale. Eh bien, pas du tout. Cette collaboration et cette coopération ont pour but : «*de parvenir à lutter contre la pauvreté et à promouvoir l'inclusion sociale partout dans le monde*» (sic). Plus qu'un humoriste, J.D.W. est un philanthrope méconnu qui, encore sous le choc des attaques terroristes, reçoit soudain la révélation divine : tout cela arrive parce que nous n'avons pas su aider les pauvres ! Remarquez bien que J.D.W. est plus perspicace que notre Premier ministre qui, lors d'un récent forum franco-allemand, avait affirmé : «*la causalité du*

terrorisme n'est pas dans les injustices du monde...», ce qui avait amené le Chancelier Schröder à rectifier le tir aussitôt, en toute entente cordiale.

Mais revenons à J.D.W. «*Nous savons, reprend-il, qu'à cause des terroristes, la croissance va s'essouffler dans les pays en développement*». On s'attend à ce qu'il tire la leçon de cet état de fait, en écrivant par exemple «*ce qui ne va pas manquer de provoquer la fermeture de nos usines, la baisse du taux de profit, la réduction de nos investissements, sans oublier la réapparition du spectre du chômage*». Eh bien, vous n'y êtes pas. À l'instar de nos plus grands comiques, il frappe encore là où l'on ne l'attend pas : l'essoufflement de la croissance va faire «*basculer des millions d'êtres humains supplémentaires dans la pauvreté et causer la mort de dizaines de millions d'enfants du fait de malnutrition, de maladies et de misère*» (c'est beau comme l'antique), avant de pousser un grand cri : «*il faut démarginaliser les pauvres!*» Le président de la Banque mondiale qui s'intéresse à la pauvreté et aux enfants malheureux ! Quelle déchéance ! J'épargne au lecteur les innombrables saillies de J.D.W. qui finissent par tourner à l'impudence. Je préciserais toutefois que, tout au long de cet article qui s'étale sur presque trois colonnes, J.D.W. réussit l'exploit de ne jamais écrire les mots "argent", "profit", "bénéfiques", ce qui est un comble pour un banquier de cette envergure.

Pour terminer, formons un vœu : pourvu que les pauvres de tous les continents n'aient pas, un beau jour, l'idée de prendre d'assaut le siège de la Banque mondiale ! Ce serait d'une grande ingratitude vis à vis de J.D.W. qui a tant prié pour leur salut.

Au fait, quel était le contenu des écrits de J.D.W. avant le 11 septembre 2001 ?

Course de vitesse

Les lecteurs de *La Grande Relève* suivent avec attention, et souvent accompagnent, les efforts déployés depuis quelques années par les associations citoyennes pour endiguer les méfaits de la mondialisation néo-libérale, associations qui espèrent ainsi, grâce à la mise en chantier de réformes radicales, remporter la course de vitesse engagée contre le chaos planétaire dont l'effet le plus visible est une vio-

lence jamais atteinte.

Le choc du 11 septembre dernier amène ces associations à marquer le pas et ce pour au moins trois raisons :
1 - elles sont taxées d'anti-américanisme, ce qui crée un malaise en raison de la détresse des habitants des Etats-Unis, mais qui est sans fondement car c'est le système qui est en cause et non un peuple ;
2 - elles hésitent, de ce fait, à intensi-

fier leurs actions sur un certain nombre de points : application de la taxe Tobin, respect des accords de Kyoto, réduction des inégalités...

3 - la menace d'un chaos planétaire (Palestine et Afghanistan, menaces biochimiques et bactériologiques) accapare davantage les esprits que la mise en chantier de réformes, aussi minimes soient-elles.

Ainsi, dans cette course de vitesse, le

chaos reprend nettement l'avantage, pour peu de temps espérons-le.

La détresse du président de la Banque mondiale nous amène cependant à penser que, plus que jamais, nous devons placer la barre de nos revendications le plus haut possible, en réclamant, par exemple l'urgente modification de nos usages monétaires. L'émergence d'un monde d'entente et de solidarité est à ce prix.

|| La note de gaieté qui suit est un billet du chroniqueur littéraire Beigbeder paru dans *le Monde* du 17 août 2001. Ne défend-il pas, avec humour, l'économie distributive ?

Il est temps de laisser le temps au temps

par Frédéric Beigbeder

L'une des plus grandes escroqueries du capitalisme aura consisté à faire croire à des milliards d'individus que le travail était un luxe, alors que le seul vrai luxe, c'est le temps. Il fallait le faire ! Parvenir, pendant tant d'années, à convaincre les humains que le chômage était une honte, une infamie, une humiliation, alors qu'il s'agit de l'état naturel de tout mammifère. Ce qui distingue l'homme de l'animal ou de la plante verte, c'est l'art, le rire, la pensée, mais certainement pas le travail.

Le travail ne nous rend pas supérieurs: étymologiquement, le mot vient de torture. Il y aura eu au XIXème siècle et au XXème siècle un hold-up gigantesque, un crime inconcevable: l'industrie nous a volé le temps. Proust est un des rares à l'avoir compris très vite: la seule activité digne de nous, désormais, c'est la recherche du temps perdu. Savait-il qu'il était d'accord avec le gendre de Karl Marx, le suicidé Paul Lafargue, auteur du *Droit à la paresse* ? Alors, comment redevenir oisifs ? Les 35 heures sont un progrès mais il faut aller plus loin. On peut utiliser les progrès technologiques pour supprimer le travail. Le XXIème siècle doit changer de critères: cessons de souhaiter la croissance économique qui détruit la planète et de terrifier les gens avec la menace des licenciements.

Les paresseux vaincront !

Tout cela est absurde ! Le travail c'est l'esclavage (seul Big Brother affirme le contraire) ! La paresse c'est la liberté ! Créons un RMO (Revenu Maximum d'Oisiveté) qui sera financé par la taxe Tobin (Très Ouverte Banqueroute des Investissements Nationaux). Certes, je suis un piètre économiste, ayant raté l'ENA car je ne me suis pas réveillé le jour de l'examen. Mais je sais que la vie est courte, et s'achève dans une boîte en sapin. Il est hors de question que je prostitue davantage mon bref laps de temps sur cette terre. Ma durée de vie n'appartient qu'à moi. Que tout le

monde démissionne ou se fasse virer le même jour !

Qu'on nous donne de l'argent pour lire et écrire, pour élever nos enfants, pour aller au cinéma, pour aider ceux qui en auront besoin, pour danser dans la rue mais pas contre de la sueur et des larmes.

La prochaine révolution n'opposera plus les salariés aux chefs d'entreprise, mais les travailleurs aux paresseux. Et les paresseux vaincront, car ils seront moins fatigués.



Alain Lavie entreprend, par une série de trois articles, de montrer ce que les travaux du Docteur Henri Laborit apportent d'éclairages sur les comportements humains et d'arguments aux distributistes qui proposent un système économique dans lequel la coopération et la concertation se subsituent à la rivalité et à la course égoïste au profit qui sévissent actuellement sous la dictature des marchés financiers.



I. Éviter que l'avoir efface l'être

par Alain Lavie

Les fréquentes manifestations d'opposition à la mondialisation financière prônée par l'OMC indiquent qu'une volonté progresse, attirant sans cesse de nouveaux sympathisants. Ce mouvement est à la recherche d'une nouvelle société débarrassée de l'économie de marché et souhaite en établir les bases. Sans celles-ci, en effet, toute révolte ne produit qu'un feu de paille et ne pourra pas fournir assez d'énergie pour un changement profond. L'Histoire rapporte de nombreux exemples de révoltes sans suite faute de véritables idées porteuses, de solides bases, depuis celle guidée par Spartacus n'osant pas s'emparer de Rome, jusqu'à celle de mai 68.

Si le programme élaboré par la Grande Relève avec le contrat civique présente toutes les qualités requises pour succéder avantageusement à l'économie de marché en ère d'abondance, si l'organisation sociale et les réponses aux besoins de chacun y sont clairement définies, il reste, cependant, à mon avis, à tenir compte des données biologiques du comportement humain sur lesquelles repose toute la réussite du programme.

Le médecin et neurobiologiste Henri Laborit s'est grandement intéressé à la question et une partie de son travail y a été consacrée.

Pour aller dans le sens d'un véritable progrès, il faut que l'objectif principal de cette nouvelle société soit de donner à l'Être la première place, en détrônant l'Avoir. Si définir l'Avoir, l'espace qu'il occupe dans la société actuelle et celui qu'il devra occuper demain, est aisé, tant notre existence depuis longtemps en est préoccupée et dépendante, par contre, spécifier l'Être présente de réelles difficultés, tant il a été négligé, omis, sous la pression de la nécessité et de la recherche de la dominance.

Retrouver l'Être en chacun de nous, construire l'environnement social qui permettra de le mettre en valeur et de garantir sa suprématie, autant de préoccupations qui méritent de figurer au nouveau programme. Ce changement de civilisation est d'autant plus plébiscité que l'hégémonie de l'Avoir engendre d'importantes nuisances écologiques, sociologiques et

psychologiques à l'échelle planétaire.

Loin d'évoluer vers la connaissance de ce que nous sommes, l'organisation sociale s'enferme dans un système producteur de biens de consommation dont les structures reposent sur l'existence de rapports entre dominants et dominés, sur la promotion sociale liée au productivisme. De telle façon que l'expansion, la croissance économique, seront indéfiniment favorisées, avec pour conséquences l'amplification des catastrophes économiques et écologiques, la montée de la violence, la multiplication de maladies psychosomatiques et virales. Et le foisonnement de produits inutiles continuera à dilapider les réserves naturelles de la planète.

Dans son livre *"La baleine qui cache la forêt"*, H. Kempf dit justement : « des erreurs commises contre l'environnement, de la planète ou de l'humanité, c'est bien cette dernière qui en pâtira le plus car la Terre s'en sortira de toute façon, d'une manière ou d'une autre, pas nous ». Et il ajoute « Dire que la planète est en danger, c'est jouer de la solidarité émotive pour cacher les fractures de la société. C'est séparer le domaine de l'action sur la nature de celui des rapports humains. C'est dissimuler l'enjeu véritable : l'organisation de la société. » Or pour lutter contre ce gâchis écologique et humain, il faut nous vacciner contre le virus de l'Avoir, s'appliquer à lui donner un rang subalterne dans les structures de la civilisation et s'assurer qu'il ne sera plus le moyen de mesurer des rangs sociaux.

En lutte depuis des millénaires pour assouvir la nécessité, l'humain se retrouve aujourd'hui organisé dans un système, l'économie de marché, axé sur la préservation des dominances acquises historiquement. La propriété privée, la possession des moyens de production et des informations spécialisées, ont permis à certains de se garantir la gratification dans le pouvoir. En parallèle, l'instauration des hiérarchies de valeurs, de la même façon que dans les groupes de mammifères supérieurs, permet la protection de la dominance puisque plus on est haut placé dans l'échelle hiérarchique, mieux on est récompensé par le sys-

tème. Plus on reproduit et protège les conditions du pouvoir, plus on bénéficie de privilèges.

Si la seule nécessité était la cause de l'idéologie de l'Avoir, l'avènement de l'abondance aurait dû suffire à réduire son influence. Mais le système actuel, confronté à cet adversaire de taille, tente par tous les moyens de l'endiguer. Car l'abondance réduit la valeur et menace la stabilité des dominances établies. La production et la possession matérialistes s'enferment davantage dans l'obsessionnel, dans l'idéologie, afin de protéger le pouvoir des privilégiés du système.

«Comment le mythe de la croissance pour la croissance et non pas seulement pour la satisfaction des biens fondamentaux a pu s'instaurer...[et peut-il] aujourd'hui être défendu comme une fin en soi, comme la finalité même de l'espèce humaine, en l'enrobant de notions affectivo-mystiques, telles que celles du bonheur, des besoins, du progrès, de la domination de l'homme sur la marâtre nature... Tout cela défendu par des discours parfaitement rationnels, à partir d'a priori, de jugements de valeur, tels que la promotion sociale, toujours envisagée comme un bien en soi, la libre concurrence... la compétition internationale, le travail comme vertu... la défense des traditions et de la monnaie »¹ s'interroge Henri Laborit, qui montre que deux instincts régissent chacun de nous et conditionnent nos rapports sociaux :

Plaisir et dominance

Le premier, celui du plaisir dans la recherche de l'équilibre biologique, de la satisfaction, de la récompense, reste toujours la finalité fondamentale d'un organisme qui l'assure par son action sur l'environnement. Le plaisir est lié à l'accomplissement de l'action gratifiante. Or, comme celle-ci est la seule qui nous permette de survivre, la recherche du plaisir n'est-elle pas la loi fondamentale qui gouverne les processus vivants ? «Ceux qui nient de ne pas avoir comme motivation fondamentale la recherche du plaisir sont tellement inconscients... de ce que leur inconscient charrie comme jugements de valeurs et comme automatismes culturels, qu'ils se contentent de l'image narcissique qu'ils se font d'eux-mêmes et à laquelle ils essaient de nous faire croire, image qui s'insère à leur goût de façon harmonieuse dans le cadre social auquel ils adhèrent ou qu'ils refusent aussi bien»².

Le second instinct «répond à une caractéristique fonctionnelle du cerveau des mammifères en général : la recherche de la dominance». Elle est le moteur essentiel de toute motivation à l'insertion sociale. Pour tous les animaux dits supérieurs la rareté des possibilités d'assouvissement de leurs besoins engendre l'avène-

ment d'une hiérarchie de valeurs et de tout un système protectionniste consécutif, qui se traduit chez l'humain par la possession d'un capital dont la croissance sera assurée par l'appropriation du travail des dominés, l'accaparement de la plus-value et la nécessité d'une production et d'une consommation croissantes : «Ce qui veut dire que plus l'humain cherche à dominer, plus il produit. Mais cela veut dire aussi que cette production est distribuée hiérarchiquement puisque c'est la recherche de la dominance hiérarchique qui constituera sa motivation fondamentale. Le cercle est fermé, vicieux et ne peut aboutir qu'à l'expansion économique, à l'insatisfaction mitigée en pays industrialisés, à la souffrance muette et fataliste en pays sous-développés, à la pollution grandissante et à la mort de l'espèce»³.

Ainsi la seule nécessité est-elle aujourd'hui complètement dépassée comme cause du maintien des hiérarchies. Les grands responsables en sont les instincts de plaisir et de dominance qui trouvent leur satisfaction, leur gratification dans le maintien des privilèges et du pouvoir détenus par les dominants. En conséquence, pour éviter le retour d'un nouveau système hiérarchique comme chaque révolution en a produit, il paraît essentiel d'appriivoiser, de canaliser dans une démarche intellectuelle, l'instinct de dominance.

Il s'agit donc de transformer, dans l'individu, cette recherche de dominance, qui est issue de la rareté, en un besoin de reconnaissance par la société de ses désirs à exprimer ses capacités, ses facultés dans un rôle social, quel qu'il soit. Le contrat civique, par exemple, en représente tout à fait la concrétisation.

Pour y parvenir, il devient alors essentiel d'empêcher toute possibilité d'établissement des hiérarchies de valeurs. Toute valeur doit donc être bannie. Aucun domaine, aucune profession ou activité ne doit socialement en supplanter d'autres, aucune information spécialisée ne doit valoir plus qu'une autre. Ce qui signifie, en conséquence, l'abolition de toute propriété privée, en particulier celle des moyens de production. Ce qui veut dire aussi une distribution égalitaire des revenus donnant accès aux biens de consommation et l'absence d'attribution de tout privilège valorisant.

1. Henri Laborit,
La nouvelle grille,
page 108.

2. Henri Laborit,
Eloge de la fuite,
page 92.

3. Henri Laborit,
La nouvelle grille,
page 337.



Qu'importe que l'alcool ou le tabac soient dangereux, la publicité est un bon moyen de pousser à leur consommation... et les lobbies sont actifs pour défendre cette liberté-là.

Toujours à l'aide de l'étude de Lenglet et Topuz, Caroline Eckert achève ici sa revue des moyens employés dans notre système économique pour faire passer le profit avant tout.

IV. Publicité contre santé : alcool et tabac.

par Caroline Eckert

1. Les méfaits de l'alcool

En 1980, «la Cour de justice européenne déclare la réglementation française sur la publicité contraire au traité de Rome car elle favorise les boissons nationales. [Elle] préconise par ailleurs la suppression pure et simple de toute publicité pour l'alcool». Mais c'est le contraire qui se produit à l'occasion de la création de la cinquième chaîne de télévision, puisque le ministère de la Communication annonce qu'y seront interdites les publicités pour le tabac et les boissons alcoolisées de plus de 9 degrés alors que, jusque là, la publicité était interdite pour toutes les boissons alcoolisées. Quelques mois plus tard, François Léotard autorise TF1, qui vient d'être privatisée, à diffuser des publicités pour la bière. «La pression des marchands de bière et leurs alléchantes mannes publicitaires ont vaincu tous les obstacles [...] Tant pis pour les dizaines de milliers d'adolescents qui mordront à l'hameçon».

En réaction, Claude Got démissionne du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme «le jour même de sa nomination, avec la ferme intention de dénoncer le décret [car, pour lui,] ceux qui présentent la bière comme une boisson peu alcoolisée et dépourvue de danger ne sont jamais montés dans un train de permissionnaires le dimanche soir et ont oublié ce qui s'est passé au stade du Heysel». Une lettre condamnant le décret est signée par de nombreuses personnalités du monde médical et envoyée aux ministres les plus concernés. Les publicitaires, craignant le retour des interdictions, contre-attaquent. Pour Jacques Séguéla, «toucher à la pub, c'est toucher à la liberté de communiquer. On en arrive au nazisme». Interrogé lors d'une émission télévisée sur l'incohérence qu'il y a à punir les automobilistes qui ont trop bu tout en autorisant la publicité pour l'alcool, le Premier ministre Jacques Chirac, se voit contraint de promettre l'ouverture d'un débat au Parlement. Afin que cette promesse soit tenue, Claude Got et son compère Gérard Dubois tentent de rencontrer les ministres et, à un conseiller de Matignon, ils dévoilent leur plan d'actions : révélation de «la dépendance financière des partis qui se refusent à limiter la publicité pour l'alcool afin de ne pas se priver de leurs bailleurs de fonds» et

démission tonitruante de trois autres membres du Comité.

Enfin, ils convainquent le député Jacques Barrot «de déposer une proposition de loi revenant aux interdits antérieurs». Lors de son examen, tous les partis approuvent le projet mais déposent néanmoins d'innombrables amendements. La publicité pour l'alcool sera finalement interdite à la télévision mais autorisée à la radio, au cinéma et à l'affichage, avec la restriction qu'il sera interdit d'associer aux marques d'alcool une personnalité connue.

Au début des années quatre-vingt-dix, le nouveau ministre de la Santé, Claude Evin, est plus réceptif. Il présente un projet de loi interdisant la publicité directe ou indirecte pour le tabac et l'alcool, même s'il juge que «pour l'alcool, ce sera plus dur, car le lobby alcoolier est bien mieux implanté que celui du tabac». En effet, leur mobilisation se traduit par un sondage biaisé, la société Ipsos s'étant prêtée à des méthodes «qui n'ont rien à voir avec la démarche rigoureuse qui devrait être celle d'un institut de sondage». Par ailleurs, «seul l'abus est dangereux» et «il n'existe pas de lien entre publicité et consommation globale d'alcool» sont les thèmes d'une association créée et financée par les fabricants d'alcool, alors que tous les spécialistes assurent le contraire.

L'année du vote de la loi Evin surgit fort à propos la rumeur attribuant aux effets bénéfiques du vin la moindre fréquence des accidents cardiaques chez les Français. Cette information, lancée par une société états-unienne de vente de vin fait rapidement le tour du monde «et la liste des bienfaits imputés à l'alcool s'allonge rapidement, [...] tout le monde semble vouloir oublier que l'alcool est en France l'un des deux premiers facteurs de mortalité et de maladie». Si certaines études sérieuses montrent effectivement que de faibles doses d'alcool, un verre tous les deux jours, semblent protéger de l'infarctus, les alcooliers se gardent bien de dire qu'une plus grande consommation n'augmente pas cet effet. «En fait, les industriels sont condamnés à affronter une contradiction indépassable : [...] l'hyperconsommation sans excès ! »

Trois ans plus tard, le gouvernement d'Edouard Balladur fait adopter un amendement «autorisant la publicité pour l'alcool sous forme

d'affiches et d'enseignes». Enfin, en 1996, sous prétexte de défendre les clubs sportifs et leurs recettes, est adopté "l'amendement buvette" qui autorise à nouveau la vente d'alcool dans les stades.

Les alcooliers ont toujours utilisé la bière comme «premier mode d'approche de l'alcool par les jeunes». Afin d'attirer de nouveaux adeptes, ils créent de nouvelles boissons alcoolisées en canettes, les prémix, mélanges de soda sucré et d'alcool fort (rhum, whisky, ...), qui associent «le piège du sucre, le mirage de l'alcool et le look familier de la canette [...]». La question de la loi interdisant aux commerçants de vendre de l'alcool aux mineurs est évidemment écartée.

2. Les méfaits du tabac

«En France, 60.000 personnes meurent chaque année pour avoir fumé du tabac [...] Le tabac tue huit fois plus que la route ; l'équivalent de cinq fois la ville de Marne-la-Vallée rasée chaque année».

La consommation du tabac, rapporté des Amériques par Christophe Colomb, se développe progressivement à partir du XVIème siècle. En 1960 les fumeurs français y consacrent 3,66 milliards de francs, dont 55 % alimentent les caisses de l'État. «Dans le monde, on estime que plus de 60 millions de personnes travaillent dans ce secteur. Rien qu'aux États-Unis, la culture et l'industrie du tabac concernent 3,5 millions de personnes, et plus de 1,35 million vivent de son commerce. Les firmes de tabac forment l'un des groupes économiques les plus puissants de la planète».

En 1964 paraît «une étude sur la relation du cancer et du tabagisme. C'est le fruit d'un travail colossal débuté en 1951. [...] Ce rapport très argumenté confirme de façon accablante l'effet cancérigène du tabac». Malgré cela, les marchands continuent de nier l'évidence. Ils tentent de se disculper au travers d'une campagne de publicité affirmant que «un biscuit et un verre de lait peuvent être plus dangereux que la fumée du tabac». Tout comme les lobbies de l'alcool, ceux du tabac font valoir que les risques sont inhérents à la vie et qu'il appartient au libre-arbitre de chacun de décider lesquels sont importants.

Autre point commun avec les alcooliers, les cigarettiers développent de nouveaux produits censés être moins nocifs et par conséquent rassurer les consommateurs potentiels. C'est ainsi qu'apparaissent les cigarettes à bout filtre, puis les cigarettes légères. Selon son PDG, «la SEITA fait des efforts pour lutter contre le cancer puisqu'elle fabrique des cigarettes de plus en plus légères». Ce qu'il ne dit pas, c'est que les fumeurs en consomment plus. Ce qu'il ne dit pas non plus, c'est qu'en l'absence d'une définition légale des cigarettes légères, une cigarette le devient «à partir du moment où le fabricant décide de la désigner comme telle sur les paquets».

A partir de 1990 s'engagent aux États-Unis des

procès contre les cigarettiers. Les particuliers sont déboutés sous prétexte qu'ils étaient libres de ne pas fumer, mais certaines autorités avancent que «les industriels savaient parfaitement que leur produit engendrait une dépendance et en avaient dissimulé les preuves». Bien que ces derniers démentent, des documents apportent la preuve que, non seulement ils savaient, mais qu'en plus ils sont parvenus «à définir la dose optimale de nicotine permettant d'accrocher le client sans rebuter le consommateur novice». En outre, ils connaissaient également les dangers du tabagisme passif. La Cour suprême des États-Unis va jusqu'à rendre public ces documents en les diffusant sur un site Internet.

Les marchands n'ont plus qu'à se lancer dans des campagnes publicitaires, associant leurs produits aux activités prisées par la jeunesse, leur offrant des cadeaux (CD, lunettes, tee-shirts, ...) et sponsorisant des événements culturels ou sportifs. Comme pour l'alcool dans les stades, un amendement à la loi Evin autorise les retransmissions des courses de Formule 1 parrainées par le tabac. On comprend pourquoi le budget publicitaire augmente en France de 68 % entre 1991 et 1996.

Partout, on retrouve l'incompatibilité entre la protection de la santé et les intérêts des fabricants. Lorsqu'aux États-Unis est publié un rapport sur les dangers du tabagisme passif, les industriels répliquent en rétribuant largement pour le discrediter treize scientifiques mondialement connus. Sous prétexte de lutte contre le tabagisme, le prix du tabac double en France entre 1991 et 1996, augmentant d'autant la dépendance de l'État vis-à-vis des taxes qui en résultent : 56 milliards en 1996. Quant à l'Union européenne, elle verse aux producteurs de tabac «d'importantes primes qui n'ont pas pour but de les inciter à des cultures de remplacement [...] mais d'encourager leur production», et, sans doute pour faire bonne mesure, le Parlement européen interdit de son côté la publicité pour le tabac par une loi, votée en 1996 mais applicable... en 2006, et qui, selon les cigarettiers, «viole l'esprit du traité de Maastricht».

«Les firmes ont bien compris qu'il y a une guerre idéologique à mener sur de nombreux fronts pour développer leur marché [...] Au plan moral, leur principal argument est la liberté du consommateur». Plus prosaïquement, en France le PDG de la SEITA «reconnait publiquement le droit du consommateur à être informé des effets néfastes de l'abus de cigarettes [mais] aucun avertissement ne figure sur les paquets de cigarettes vendus dans plusieurs pays d'Afrique», en fait dès que la réglementation ne l'impose pas. Et comme les industriels de l'amiante, ceux du tabac se tournent vers des pays plus accueillants.



Il est très difficile de faire comprendre que ce sont les principes sur lesquels notre système économique est basé qu'il faut remettre en question, alors que chercher comment en corriger certains effets ne fait que l'aider à perdurer. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas d'en dénoncer les effets désastreux. Dans notre précédent numéro, la libre opinion exprimée par Paul Vincent sous le titre "Tout changer ou améliorer ce qui existe ?" a rencontré celle de Jean-Claude Pichot qui tient ici à prolonger ce point de vue :

Améliorer ce qui existe ou supprimer ce qui est nuisible ?

par Jean-Claude Pichot

Je ne connais pas personnellement Paul Vincent, mais je me sens proche de sa manière d'appréhender la situation qui nous préoccupe tous. Sans oublier les vertus de l'économie distributive, seule solution à terme pour un monde vivant en paix, il me semble que la priorité doit être au regroupement des bonnes volontés sur la base des valeurs communes au plus grand nombre, en laissant de côté nos individualismes et les tendances de certains à avoir toujours raison.

pas les soubresauts que notre terre a dû et doit supporter encore aujourd'hui. Naturellement, il ne s'agissait pas pour lui d'un monde "terminé" (la fin de l'histoire), mais d'un état caractérisé par la dépendance de chacun vis-à-vis de tous les autres, directement ou non, et d'une complexification croissante irréversible que certains aimeraient gérer selon leurs méthodes et à leur profit.

émeuvent et se décident à faire quelque chose. Peut-on considérer que notre humanité a subi l'un de ses plus graves "accidents" au retour de ses vacances d'été ? De tels carnages n'auraient-ils pu être évités grâce à un meilleur "code de conduite", à une meilleure "police de la route", à un comportement plus responsable des protagonistes ? Malheureusement, s'il y a parfois au volant des incompetents ou des irresponsables sous l'emprise de drogues (même légales), de complexes de supériorité ou du refus de l'autre, ou simplement inconscients, nombreux ont toujours été les innocents parmi les accidentés de la route.

Dans le cas présent, le code de la route n'était de toute évidence pas le même pour tous, et s'il a fallu regretter un comportement particulier, c'est bien celui de pilotes restés maîtres jusqu'au bout de leurs gestes criminels, refusant "l'autre" en tant que tel pour défendre, semble-t-il, les intérêts ou les fantasmes de centaines de millions de coreligionnaires que notre système occidental, parmi d'autres causes, a condamnés à rester enfermés dans une situation de sous-humanité quasi permanente.

Les événements de septembre peuvent-ils être transformés en acte fondateur d'un "ordre nouveau" moins inhumain à défaut d'être plus humain ? Pour reconstruire ensemble quelque chose qui "tienne la route", pouvons-nous encore nous fier aux valeurs traditionnelles de respect, de solidarité, d'entraide etc. qui, au niveau des individus, habitent les esprits de nombreux habitants de notre planète ? Une fois de plus, nous sommes face à un risque, celui de perdre ce que quelques siècles de démocratie (beaucoup moins pour certains) nous ont permis de constru-



Les événements du 11 septembre sont de ceux qui ne peuvent pas laisser indifférents tous ceux qui savent qu'ils habitent désormais un grand village du nom de Terre. Les premières réactions, après la consternation, sont souvent les suivantes : si «on» n'avait pas fait ou laissé faire ça ou ça, et si j'avais pu me faire entendre (car, naturellement, j'ai de bonnes idées sur la question!), nous n'en serions pas là ! Réaction suivie de : il y a forcément des responsables, et ils doivent payer !

«Le temps du monde fini a commencé». En énonçant ce diagnostic en 1945, Paul Valéry n'imaginait certainement

On attendait un super "bug" pour l'an 2000 ; ce fut le big bang de l'an 1 du troisième millénaire, déjà suivi de nouvelles ondes dévastatrices. Jusqu'où cela ira-t-il ? Méfions-nous de trop vouloir prévoir ou même pronostiquer : il est bien connu que les événements les plus graves ou les plus marquants pour notre planète ne sont jamais ceux que l'on annonce !

Il a souvent fallu plusieurs graves accidents successifs avec mort d'hommes dans certains croisements dangereux ou points noirs de nos réseaux routiers pour que les autorités "responsables" (?) s'en

ire, même si les règles d'application ne sont pas toujours équitables. Concrètement, que pouvons-nous faire ? Je suggère que nous oublions tout d'abord les incantations et les "n'y a qu'à", rarement efficaces dans de tels contextes, que nous rassemblions les idées et les forces du plus grand nombre de bonnes volontés qui refusent de tomber dans le jeu des fous autant que des puissants, que nous prenions à nos niveaux de citoyens les responsabilités individuelles ou collectives qui participent aux remises à plat de certains de nos comportements. Si nous arrivons à obtenir que s'atténuent ou disparaissent les points noirs de notre système socioéconomique (paradis fiscaux, réseaux mafieux, trafics d'influences, lobbies de l'armement ou des drogues légales, etc.), nous aurons fait un pas en avant qui ne nous aura pas nécessairement fait tomber dans le gouffre. Si, au lieu d'attendre le dernier moment, les employés de nombreuses sociétés industrielles étaient impliqués plus tôt et associés aux décisions (plutôt que d'appeler au secours les États, en contradiction avec les règles du libéralisme dominant, mais trop tardivement pour eux), si les banques désormais sollicitées pour lever les secrets acceptaient de ne plus revenir en arrière (sans qu'il y ait pression d'événements exceptionnels), si on redonnait de manière durable aux instances politiques issues du suffrage universel les pouvoirs qui

devraient être les leurs (organisation générale d'une société plus conviviale et solidaire, redistribution plus équitables des richesses, sauvegarde des richesses naturelles pour un développement durable, mise à disposition de tous des services d'éducation, de santé, etc.), nous serions sur la bonne voie.

Vœux pieux ?

— À nous tous de prouver que des progrès peuvent être faits. Il faudra une solide volonté et une persévérance à toute épreuve pour y parvenir ; en communiquant (c'est parce que des enfants et leurs parents ont osé parler que l'on a commencé à faire quelque chose contre la pédophilie) et en acceptant un peu mieux "l'autre" malgré ses différences sans renoncer aux valeurs que l'on croit bonnes (vaste problème !).

Le monde n'a pas fini d'enfanter dans la douleur ; c'est probablement une règle inéluctable, car sa complexification et le rapprochement de ses habitants par tous les moyens de communication et



de transport existants ne cessent de créer ou entretenir des tensions dangereuses. Si "à quelque chose malheur est bon", à nous tous de réagir dans le cadre de la "percolation" dont la GR a déjà fait état ; regroupons nos forces avec celles de tous les mouvements qui font de notre société mondiale les mêmes critiques, mais en remettant à plus tard la confrontation des idées pour le plus beau des mondes futurs : l'histoire qui se construit peut nous aider à passer nos messages.

On a immédiatement envie d'approuver : voilà l'attitude à adopter, faite de bon sens et d'humanisme, et qui, en plus, permet de se sentir utile sans être "révolutionnaire".

Mais hélas, dès qu'on s'informe un peu en dehors des sentiers de la "pensée unique", on comprend vite pourquoi une telle stratégie ne peut pas mener loin : parce que les "points noirs de notre système socioéconomique" résultent de ses propres principes, qui imposent un comportement par une pression plus forte que la bonne volonté. C'est pourquoi, quand les employés s'organisent pour faire valoir leurs droits, il leur est répondu, en toute logique, que ce qu'ils demandent n'est pas possible à cause de la concurrence, parce que leur direction n'a pas le choix : elle est bien obligée de les considérer comme des ressources coûteuses, car sinon, c'est la fin de l'entreprise, mise en faillite ou absorbée.

Cette idéologie néolibérale s'est installée à la suite d'un long travail de préparation, grâce à des campagnes savamment organisées, par des gens influents, agissant en grand, à l'échelle mondiale, sur les décideurs (hommes et... femme d'État) et finançant en permanence une énorme armée de "think tanks" et de "lobbyistes". (On trouvera, des informations précises par exemple dans "Les évangélistes du marché", de Keith Dixon, publié par *Raisons d'agir* en septembre 1998). Elle s'attaque maintenant aux services (OMC/AGCS) dans leur ensemble, et au plan mondial, et elle est ainsi bien proche de réussir dans tous les domaines qu'elle a programmés (information, enseignement, recherche, santé, etc). Pour arrêter ce "jeu des fous et puissants", au lieu de s'épuiser en mille combats incertains et dispersés, c'est, et de toute urgence, à la même échelle qu'il faut oser se placer, et sur le même plan, idéologique et mondial, en montrant que ses principes s'appuient sur des axiomes faux et en opposant les droits les plus élémentaires de l'Homme et de son environnement à cette volonté de possession et de domination. C'est plus difficile, il faut accepter de passer pour constestataire, utopiste, antimondialiste, ce qui est absurde (et les soi disant antimondialistes vont bientôt être accusés d'être terroristes !). Mais c'est à ce prix seulement que l'union organisée autour des valeurs que nous avons raison de croire bonnes, pourra, peut-être, faire le poids nécessaire.

M-L. D.

Durban, New-York,... les mots cachent les maux

par Marc Devos.

Je commence à comprendre pourquoi l'économie distributive et la taxe Tobin sont considérées comme "utopiques" : elles sont réellement u-topiques parce qu'elles sont ailleurs, exactement comme si on parlait d'amour avec un économiste et qu'il nous demande "combien ça coûte ?" On ne parle pas de la même chose.

Je vous fais part de réflexions pour lesquelles je voudrais l'avis de lecteurs car cela me semble à la fois tellement évident et tellement étrange. Et ces débats mèneront à d'autres réflexions.

J'ai été choqué en découvrant dans le Monde (du 8/9, p. 4) que sans le savoir je suis né dans un pays esclavagiste puisque ce n'est qu'en 1946 que Haïti a versé sa dernière rançon à la France pour avoir le droit de ne plus être esclave.

Cela m'a fait regarder de plus près les informations que l'on pouvait avoir sur la conférence de Durban qui a tant excité les Américains et l'Europe. Un "groupe de participants" voulait que la politique d'Israël soit qualifiée de raciste et que l'Occident demande pardon pour l'esclavage. En face, "les responsables" refusèrent en criant au sabotage d'une conférence importante par des irresponsables manipulés. Comme l'Union européenne a contesté des élections (celles d'Irlande) quand le résultat ne la satisfait pas!

Les réponses des "responsables" me semblent un peu courtes : pas question d'assimiler "sionisme" et "racisme" parce que les juifs ont souffert; pas question de reconnaître la responsabilité de l'Occident dans la "traite esclavagiste" parce qu'on n'est pas les seuls et qu'on ne veut pas payer. Si les deux discours apparaissent tellement décalés, "utopiques" l'un par rapport à l'autre, je pense que c'est d'abord parce que les occidentaux en refusant de s'impliquer dans cette conférence ont laissé la place aux pays du Tiers monde pour se faire entendre; et c'était en Afrique du Sud, donc dans un pays qui sait de quoi il parle question racisme.

Nous avons besoin de mots pour élaborer notre pensée et d'appeler un chat un "chat" pour être efficaces. Or le meilleur moyen de brouiller la pensée est d'introduire la confusion dans les mots. C'est ce que les "responsables" n'ont pas réussi à imposer à Durban. Des pays du Tiers monde ont commencé à mettre des mots sur leurs maux et ce fut une coupure entre deux discours, et une coupure aussi impor-

tante que celles de Seattle ou Gênes.

Si je dis que les réponses de l'Europe sont un peu courtes, c'est que je pense, pour la première réponse ("le sionisme"), qu'être victime d'oppression ne vaccine pas forcément contre l'intolérance, et pour la seconde ("le racisme"), que le fait qu'il y ait quelqu'un d'autre aussi coupable que moi ne me rend pas innocent. Les journaux et leurs lecteurs tiennent des discours cohérents mais opposés, parce qu'ils sont u-topiques les uns par rapport aux autres. Pour l'économie, sans y comprendre grand chose, j'ai l'impression qu'on a affaire au même phénomène : on persuade les gens quand ils veulent acheter quelque chose, que ça coûte cher parce que c'est la loi du marché, que c'est le prix de revient, les taxes, les coûts, ceux de main d'œuvre surtout; par contre, quand ils veulent le vendre, ça vaut pas grand chose, mais c'est encore la loi du marché, de l'offre et de la demande, la valeur, etc.

Comme à la Bourse, pour les gens qui achètent des actions : elle monte, ils touchent de l'argent sans rien faire, d'où vient l'argent ? Ce n'est pas à un manuel qu'on fera avaler que cet argent "travaille". Et puis elle descend et ceux qui ont mis de l'argent dans des actions ont tout perdu ! Mais où est passé leur argent ? Je ne crois pas qu'il soit "perdu" pour tout le monde. La science économique est capable de tout expliquer, toujours après coup.

Mais en fait, elle n'explique rien. On lisait dans Le Monde du 21 août : «sur les douze grandes opérations mondiales que Le Monde a étudiées, ce sont plus de 800 milliards d'euros de valeur boursière qui se sont évanouis». Volatilisés, évanouis, les journalistes de radio parlent d'évaporés. Drôle de vocabulaire pour parler d'argent et d'économie. Moi, tout ce que je comprends c'est qu'ils jouent sur les mots, euros, valeur etc. et que ce n'est pas du tout la même chose suivant que vous achetez ou vendez.

Je ne comprends pas comment la même somme d'argent représente soit un coût, soit une valeur et que ça change tout. Pourquoi coût et valeur sont-ils parfois identiques et parfois n'ont rien à voir ?

En dehors de l'économie c'est pareil, on joue sur les mots. Quelquefois ça m'amuse que le ministère des économies et de la finance s'appelle ministère de l'Économie

J'ai été ému en voyant à la télé qu'à l'endroit où bouquets de fleurs et messages sont posés à Manhattan une affiche disait : «Nous aurions dû être à Durban».

M.D.

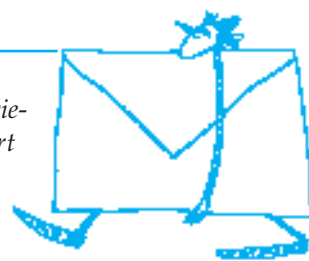
et des Finances, et que le G8, qui prétend s'occuper des affaires du monde, ne s'intéresse qu'au monde des affaires. Mais d'autres fois, je suis effaré de voir avec quel cynisme ça "passe".

On parle du "moral" des Français et on s'aperçoit que notre "moral" est un indice économique ! Serions-nous dans "le meilleur des mondes" ?

Pollutions industrielles, dégazages en mer des bateaux, pour ne parler que du plus visible, sont dûs à "l'incivisme" des capitaines. Mais, moi, en tant que simple locataire, je dois payer ma "taxe poubelle" sauf si je prouve que j'élimine mes déchets ailleurs. Pourquoi la méthode appliquée aux quelques kilos des simples particuliers n'est elle pas applicable aux tonnes d'ordures des industriels ? Et si je verse mes ordures dans la rue, est-ce qu'on se bornera à m'accuser "d'incivisme" ?

En jouant sur la sécurité, le "principe de précaution" devient une autre manière de nous manipuler. Le ministre annonce que des études scientifiques laissant soupçonner un danger (la tremblante) dans les abats de moutons, tous ces abats seront détruits. Tous, sauf les boyaux, qui comportent exactement le même danger, mais dont on a besoin pour des "raisons économiques". Alors ??

L'équilibre entre raisons économiques, rentabilité et satisfaction du client, s'appelle la "Qualité", avec un grand Q, mais n'a rien à voir avec la qualité. Cette Qualité-là se résume à la mise en œuvre contrôlée de procédures établies. Si pour avoir le label "Qualité de production de bétail" un quota de farines animales est inclus dans ces procédures, vous devenez victime de la Qualité. Si des routiers font du forcing sur les routes pour livrer en pièces détachées l'usine qui respecte les procédures Qualité (zéro stock, zéro délai), vous faites partie des morts de la route dûs à la Qualité. Mais si à l'hôpital vous attrapez une maladie nosocomiale, vous serez désormais indemnisés sans avoir à mettre en cause la responsabilité des soins, le nouveau projet de loi déresponsabilise les soignants parce qu'on ne peut pas introduire la Qualité à l'hôpital sans réduire fortement la qualité ! ...



Je vous propose la "petite histoire franco-belge" suivante :

En 1954, la mère de mon ami Albert insistait, une nouvelle fois, pour qu'il lise un petit ouvrage que lui avait prêté Madame Leroy!

Il a 25 ans alors et son souci majeur est la réussite professionnelle et familiale.

Le petit ouvrage (par son volume!), "Les yeux ouverts" de Jacques Duboin, sera pour lui une révélation qui le conduira à militer pour l'économie distributive.

Avec son ami José, il réalisera un premier travail : "Paix et Abondance".

Il continue à acheter tous les livres qui traitent d'économie et de philosophie, notamment les publications de la Grande Relève.

Les auteurs qui ont retenu particulièrement son

attention jusqu'à présent : Jacques et Marie-Louise Duboin, Henri Laborit, Albert Jacquard, André Gorz, Edgard Morin, Jacques Robin, Susan George, Viviane Forrester, René Passet, Ricardo Petrella, Aurelio Pecci, J.K. Galbraith, Jean Ziegler, Michel Henri, Dominique Meda, Cornelius Castoriadis,...

Il lira, relira et continue à lire en usant pas mal de marqueurs transparents !

Voulant que ses acquis profitent à d'autres, il a réalisé plusieurs ouvrages qui sont un assemblage ordonné d'extraits d'oeuvres de ces personnalités éminentes. Matériellement désintéressé, il a adopté la solution la moins coûteuse pour l'acheteur : le format est l'A4 (29,7x21mm) en voici les titres et les prix en euros, dans l'ordre de lecture souhaité :

	non expédiés	expédiés	
		BELGIQUE	FRANCE
1. Muter ou chuter (illustré) (48 pages)			
Une autre économie pour demain	2,48	3,15	3,47
2. Muter ! (211 pages.)			
De la compétitivité à la convivialité	7,44	9,92	12,39
3. L'Alternative (73 pages)			
De la compétitivité à la convivialité	3,72	4,96	5,45
4. Pouvoir, c'est savoir (331 pages)			
Savoir oui, mais savoir quoi ?	9,67	12,15	14,63

Ces publications du GLED (Groupe Liégeois pour l'Economie Distributive) peuvent être commandées à son Secrétaire local : Lucien Gosset, rue Charles Hansez 21, B4630 Micheroux Belgique Tél 04 377 18 28. Compte postal 000 0660548 75.

Les frais d'expédition étant les mêmes lorsque l'on groupe "Muter" et "L'alternative", le prix des deux

livres passe de 9,92 + 4,96 euros à 13,63 euros pour la Belgique et de 12,39 + 5,45 euros à 16,11 euros pour la France.

La présente est faite en accord avec les amis du GLED, y compris bien sûr, Albert Hermant et Lucien Gosset, qui en reçoivent copie.

Jean Gustin, Embourg, Belgique.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

G. Houdart 70 – E. Hubert 260 – R. Lobjeois 270 – D. Mathieu 500 – J. Ménager 170 – A. Met 70 – Mme Navault 170 – P. Quittelier 400 – A. Schneider 50 – J. Dancoisne 60 – V. Antoniuk 50 – R. Barbier 70 – P. Beau 70 – J. Bigot 60 – J. Fressac 70 – Mme Marquet 170 – J. Bjai 60 – R. Josse 70.

Total 2640 F. Merci à tous !

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est clairement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi d'une lettre de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.



L'économie distributive, proposée par J. Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles. Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre**

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**
Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 65 F, franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour expliquer à l'aide d'exemples les mécanismes de l'économie proposée et pour montrer ce qu'elle apporte à la société.
(110 F, franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(25 F, franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(25 F, franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX
POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
*on peut les commander au journal,
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.*

TARIF DES ABONNEMENTS POUR UN AN (11 numéros) :

France (régime intérieur pour la Poste)	21,4 euros, soit 140,38 FF
ou abonnement de soutien (soit deux exemplaires)	38,2 euros, soit 250,58 FF
DOM	23,4 euros, soit 153,50 FF
TOM	26,1 euros, soit 171,20 FF
Extérieur , suivant les zones de la Poste :	
Zone 1 (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Luxbg)	25,2 euros, soit 165,30 FF
Zone 2 (Espagne, Grande-Bretagne, Suisse)	24,9 euros, soit 163,34 FF
Zone 3 (Canada, États-Unis)	27,0 euros, soit 177,11 FF
Zone 5 (Amérique du Sud)	29,1 euros, soit 190,89 FF

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de
La Grande Relève
par CCP :
N° 13 402 39 M Paris
ou
par mandat ou chèque bancaire :
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

La Grande Relève

**MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE**

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER
Impression : ARTIS Diffusion : NMPP
Commission paritaire N° 57434 - ISSN : 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone, seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/

